

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 13/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DINAN AGGLOMERATION**

VAL D'ARGUENON

Zone d'activités Nazareth  
22130 Plancoët

Références : 2025.043  
Code AIOT : 0005504237

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement DINAN AGGLOMERATION implanté VAL D'ARGUENON Zone d'activités Nazareth 22130 Plancoët. L'inspection a été annoncée le 15/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre du suivi de la mise en demeure en date du 7 décembre 2023, cette inspection a pour objectif de vérifier la conformité des actions entreprises et de s'assurer du respect des prescriptions énoncées. Elle s'inscrit dans un processus de contrôle visant à évaluer la mise en œuvre des mesures correctives exigées et leur conformité avec la réglementation en vigueur.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DINAN AGGLOMERATION
- VAL D'ARGUENON Zone d'activités Nazareth 22130 Plancoët
- Code AIOT : 0005504237
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette déchetterie collecte tant des déchets dangereux que non dangereux. De plus, elle assure le broyage des déchets verts déposés. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 6 avril 2001 modifié.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Une étude prospective sur le maillage des déchetteries du territoire de Dinan Agglomération est prévue. Par ailleurs, la mise en place des filières PMCB (plastiques, métaux, cartons et bois) est programmée pour avril 2025, avec l'objectif d'optimiser les infrastructures existantes et de développer des filières de recyclage dédiées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des prescriptions de stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Démarche administrative	Autre du 05/10/2020	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats établis permet de justifier la levée de la mise en demeure du 7 décembre 2023.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect des prescriptions de stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dinan Agglomération, exploitant une déchetterie et une plateforme de broyage de déchets verts sise VAL D'ARGUENON - Zone d'activités Nazareth sur la commune de Plancoët est mise en demeure de respecter, dans un délai de <b>3mois</b> à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/18 qui prévoient que « [...] les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets</li> </ul>

thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120 » ;

- les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/18 qui prévoient que « [...] La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. » ;
- les dispositions de l'article 2.7 de l'Annexe de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 mars 2012 qui prévoient que « Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention [...] » ;
- et les dispositions de l'article 27 l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 mars 2012 qui prévoient que « [...] La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. [...] ».

## **Constats :**

### **1. Transmission des éléments via le courrier du 13 mars 2024**

L'exploitant a transmis l'ensemble des éléments, notamment :

- Le Fumilog, concluant à la contention des effets létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) en capacité maximale de stockage dans les limites de propriété, dès lors que le stockage est éloigné de trois mètres ;
- Le projet d'élévation d'un mur de type "Lego" à 3 mètres des limites de propriété ;
- Les détails sur l'installation de rétention ;
- L'installation d'ergots et de signalisation en bas des quais pour renforcer la sécurité.

### **2. Constat sur site**

Lors de la visite :

- La cellule de stockage était vide, et un tas de matériaux inférieur à 3 mètres de hauteur a été constaté.
- Le recul du mur de type "Lego" à 3 mètres des limites du site (actuellement d'une hauteur de 1,6 m) a été vérifié.
- L'exploitant a indiqué son intention de surélever ce mur à 2,4 m (devis transmis) pour limiter les risques de chute de déchets verts par-dessus lors des différentes manipulations.
- La présence des dispositifs de rétention a été constatée. Ces installations visent à prévenir les risques de pollution de l'eau, conformément aux exigences réglementaires.
- Des dispositifs de signalisation et des ergots, destinés à restreindre l'accès des personnes non autorisées en bas des quais, renforcent également la sécurité du site.
- Quelques dégradations ont été relevées, incluant des rambardes de quai et une signalisation endommagées par le passage des transporteurs, ainsi qu'une clôture détériorée en raison d'effractions répétées sur le site. Ces problèmes ont été signalés par l'exploitant et sont en cours de réparation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

N° 2 : Démarche administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 05/10/2020
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Demande d'antériorité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Observation 2020 - 1 : En application à l'article L. 513-1 du code de l'environnement et suite à la parution du décret du 6 juin 2018 modificatif de la nomenclature des installations classées, l'exploitant doit procéder à une demande de bénéfice des droits acquis pour l'exploitation des installations de broyage de végétaux visées à la rubrique 2794 de la nomenclature.
<b>Constats :</b>  Par courrier reçu le 16 février 2022, suite à une demande de rendez-vous adressée à la DREAL le 7 décembre 2020, l'exploitant a fourni le type et la puissance du broyeur NORMEMAT VALORMAX A et a transmis sa demande d'antériorité. Il sollicite ainsi la reconnaissance de ses droits acquis au titre de la rubrique 2794. Au titre de l'article 2-1 de l'arrêté préfectoral du 6 avril 2001 : <i>"Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux :</i>  <b><u>Volume total autorisé</u></b> <i>Broyage de déchets végétaux - max 300 kW."</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite